

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
44200 Nantes

Nantes, le 28/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARCELORMITTAL FRANCE

route des Sables
RD 107, rond point des Forges
44610 INDRE

Références : N6-2022-410-RAPPORT

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2022 dans l'établissement ARCELORMITTAL FRANCE implanté route des Sables RD 107, rond point des Forges 44610 INDRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée à la fois dans le cadre d'une action nationale 2022 concernant les "risques d'incendie dans les installations de traitement de surface" et d'une action régionale "incendie"

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARCELORMITTAL FRANCE
- route des Sables RD 107, rond point des Forges 44610 INDRE
- Code AIOT dans GUN : 0006301117
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED - MTD

La société ARCELORMITTAL FRANCE à Indre a une activité de fabrication d'acier plat pour emballages (acier chromé ou étamé). Il s'agit d'un établissement « Seveso seuil bas » par la règle des « cumuls » et d'un établissement « IED » en raison de bains de traitement d'un volume global supérieur à 30 m3. Cet établissement est classé « prioritaire national » compte-tenu de l'émission de plus de 50 kg par an de chrome total dans le milieu naturel (Loire).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- moyens de prévention et de protection contre le risque d'incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Désenfumage – présence de DENFC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	/	Sans objet
Installations électriques – mises à la terre	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5	/	Sans objet
Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I	/	Sans objet
Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	/	Sans objet
modalités de confinement des eaux d'extinction	AP Complémentaire du 03/09/2014, article 2.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Moyens de lutte incendie – moyens	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Sans objet
Moyens de lutte incendie – entretien	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les ateliers de traitement de surface (TS) sont dotés de moyens de lutte contre l'incendie tels que décrits dans l'étude des dangers de l'établissement de 2013. Ces moyens sont régulièrement contrôlés.

Des précisions sont attendues de l'exploitant concernant :

- la mise à la terre des installations du TS ;
- le système de chauffage des bains (non équipé d'un dispositif de sécurité qui permet de détecter le manque de liquide et de l'asservir l'arrêt du chauffage) ;
- les modalités de confinement des eaux d'extinction ;

Le bâtiment comprenant les lignes de TS est équipé en partie latérale haute d'exutoires de fumées mais leur système d'ouverture manuelle et automatique n'est pas opérationnel.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Désenfumage – présence de DENFC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.
Constats : Il y a en partie latérale haute du bâtiment abritant les installations de traitement de surface (2 lignes de revêtement), des ouvrants. Ces ouvrants ne disposent pas d'une commande d'ouverture automatique. Ils peuvent être actionnés individuellement de manière manuelle mais les quelques commandes d'ouverture manuelle qui semblent en état de fonctionnement, vues pendant l'inspection, ne sont pas placées à proximité des accès. Ce système d'ouverture n'est pas adapté en cas d'incendie.
Observations : En plus d'indiquer les actions correctives qu'il va engager face aux constats susvisés, l'exploitant devra préciser quelle surface totale représente les ouvrants par rapport à la superficie de l'atelier (Pour information, la circulaire du 30/11/07 relative à la mise en œuvre de l'arrêté du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 précise que les bâtiments abritant l'installation sont munis de dispositifs d'évacuation des fumées adaptés aux risques du site considéré. Pour en juger, les critères suivants peuvent être utilisés : la surface utile d'ouverture des dispositifs d'évacuation à l'air libre ne doit pas être inférieure à 2% si la superficie à désenfumer est inférieure à 1600 m ² et dans les autres cas, sera déterminée selon la nature des risques sans toutefois pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques – mises à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure, au moment de l'inspection, de justifier la mise à la terre des installations des l'atelier de traitement de surface susceptibles d'emmagasiner des charges électriques.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques – chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Art -6 - I Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.
Constats : L'exploitant a indiqué pendant l'inspection que le système de chauffage des cuves ne se fait pas par une résistance électrique mais par une tuyauterie dans laquelle circule de la vapeur. Il a également indiqué que les cuves ne sont pas combustibles (en acier revêtu d'une résine). Il considère de ce fait qu'il n'y a pas de risque d'incendie en cas de manque de liquide et qu'un dispositif d'asservissement de l'arrêt du chauffage au manque de liquide n'est pas pertinent pour le site ARCELORMITTAL d'Indre.
Observations : L'exploitant devra confirmer que l'ensemble des cuves sont chauffées par de la vapeur (pas de résistance). Il devra préciser la température maximale pouvant être atteinte par ce système de chauffage et prouver l'impossibilité d'incendie dans les différents bains du site même en cas de manque de liquide. A défaut, des actions correctives devront être proposées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – moyens

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Prescription contrôlée : L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.
Constats : Les moyens de lutte contre l'incendie sont décrits dans l'EDD de 2013. Le site dispose notamment de 21 poteaux d'incendie dont le débit est vérifié annuellement. L'atelier de traitement de surface est pourvu en RIA, extincteurs dont extincteurs sur roues.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Prescription contrôlée : Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.
Constats : L'exploitant a transmis à l'issue de la visite le dernier rapport de contrôle des moyens d'extinction (extincteurs et RIA) datant du 25/03/22.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances ou préparation très toxiques quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent. Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m ³ par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.
Constats : Le confinement des eaux d'extinction de l'atelier de traitement de surface est assuré par les caves des 2 lignes de revêtement. L'étude de dangers de 2013 a déterminé le volume de confinement nécessaire selon le document technique D9A (version d'août 2004) et l'a comparé au volume disponible : - pour la ligne 1 (étamage), le volume nécessaire a été estimé à 171 m3 pour un volume disponible estimé à environ 3000 m3 - pour la ligne 2 (étamage ou chromage), le volume nécessaire a été estimé à 148 m3 pour un volume disponible de 6800 m3 L'atelier de traitement de surface dispose donc du volume de confinement nécessaire. L'exploitant indique ne pas avoir constaté de phénomène de remontée des eaux souterraines au niveau des caves. Celles-ci disposent d'un revêtement étanche qui fait l'objet d'un entretien annuel. Par contre, il est attendu que l'exploitant : - confirme l'absence de stockage de produits dangereux dans le volume disponible pour le confinement - transmette un plan/schéma des différentes zones de confinement dans les caves , précisant leur volume, leur fonctionnement en cas de déversement des volumes de 171 et 148 m3 susvisés et confirme l'absence de communication possible avec l'extérieur de l'atelier
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : modalités de confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/09/2014, article 2.4
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Prescription contrôlée : La gestion des eaux d'extinction fait l'objet d'une procédure. En cas d'incendie, un système permet l'arrêt de pompes de relevage automatiques situées dans les caves.
Constats : La procédure de gestion des eaux d'extinction n'a pas été présentée en inspection. Celle-ci devra être transmise en indiquant les modalités d'arrêt des pompes de relevage situées dans les caves en cas d'incendie (qui permettent en situation normale le relevage d'effluents vers la station de traitement du site). Il conviendra d'indiquer combien de pompes de relevage sont présentes dans les caves et de s'assurer que toutes seront arrêtées en cas d'incendie.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet